

# « Plan d'action de la SADC sur la migration de main-d'œuvre (2020-2025) »

L'objectif général du **Plan d'action de la SADC sur la migration de main-d'œuvre (2020-2025)** consiste à renforcer l'apport de la migration de main-d'œuvre à la coopération et à l'intégration régionales au sein de la SADC. Le résultat spécifique vise à améliorer la gestion de la migration de main-d'œuvre pour assurer le développement socio-économique régional. Les objectifs stratégiques (OS) du plan sont les suivants :

• **Objectif stratégique 1 :** Renforcer les politiques de migration de main-d'œuvre et les systèmes de réglementation pour une meilleure gouvernance de la migration de main-d'œuvre, y compris les résultats suivants

- La promotion de la ratification et de la mise en œuvre des principaux instruments mondiaux, continentaux et régionaux en matière de migration, notamment le Protocole de la SADC sur l'emploi et le travail (2014) et le Protocole de la SADC sur la facilitation de la circulation des personnes (2005).
- L'adoption et la mise en œuvre, dans tous les États membres de la SADC, de cadres politiques nationaux traitant de la migration de main-d'œuvre, notamment en parallèle avec d'autres domaines thématiques.
- Le renforcement de la coopération bilatérale en matière de migration de main-d'œuvre.
- Le renforcement des mécanismes institutionnels, y compris le Secrétariat.

• **Objectif stratégique 2 :** Protéger les droits des travailleurs migrants tout en améliorant le plaidoyer et la sensibilisation à leur contribution au développement et à l'intégration régionale comprenant les résultats ciblés suivants :

- La ratification et la mise en œuvre des normes fondamentales du travail et de celles liées à la migration de main d'œuvre par le biais d'une législation et de pratiques adaptées.
- La mise en œuvre d'initiatives de recrutement équitables et éthiques.
- La mise au point et la diffusion de produits de connaissance sur la migration de main-d'œuvre, notamment des rapports statistiques et des documents de recherche.

• **Objectif stratégique 3 :**

Renforcer la participation des travailleurs migrants aux processus de développement socio-économique dans les pays d'origine et de destination, ce qui englobe les résultats suivants

- L'amélioration des mécanismes de transfert de fonds.

- La protection sociale des travailleurs migrants est renforcée.
- La promotion du cadre des qualifications de la SADC.

Le plan d'action de la SADC pour la migration de main-d'œuvre (2020-2025) réitère l'appel lancé à tous les États membres pour qu'ils développent des politiques nationales complètes en matière de migration de main-d'œuvre et, bien qu'aucun calendrier spécifique ne soit fixé, on suppose que cela doit être fait dans le cadre du Plan d'action pour la migration de main-d'œuvre (LMAP) et que 2025 serait l'année cible. En effet, le LMAP le plus récent invite à 1.2.1 « Entreprendre une étude de délimitation de la portée des politiques et des lois existantes en matière de migration de main-d'œuvre dans les États membres de la SADC afin d'évaluer leur compatibilité avec les efforts régionaux en matière de gouvernance de la migration »; et « 1.2.3. « Développer des politiques/instruments nationaux relatifs à la migration de main-d'œuvre fondés sur les droits et sensibles à la dimension de genre dans au moins 10 États membres.

À ce jour, quatre États membres (Lesotho, Namibie, Seychelles et Zimbabwe) disposent de politiques nationales complètes en matière de migration de main-d'œuvre et commencent à mettre en œuvre leurs plans d'action nationaux en la matière, tandis que les quatre autres États membres en sont à divers stades de développement. Il s'agit notamment du Botswana, du Royaume d'Eswatini, du Malawi et de l'Afrique du Sud. En même temps, cinq autres États membres de la SADC (les Comores, la RDC, Madagascar, le Mozambique et la Zambie) ont récemment exprimé leur intérêt pour l'élaboration d'une politique de migration de main-d'œuvre.

